

LES MARCHÉS DU SECTEUR PUBLIC

LA SITUATION POLITIQUE

L'un des éléments favorables à l'investissement étranger dans l'État de Jalisco est l'arrivée au pouvoir du *Partido Acción Nacional (PAN)*, Parti d'action national, à la tête de l'État et du gouvernement municipal de Guadalajara en 1994. La vie politique mexicaine, dominée par le *Partido Revolucionario Institucional (PRI)*, Parti révolutionnaire institutionnel, depuis près de soixante-dix ans, est dominée par des politiciens professionnels. Par opposition, les gouvernements du *PAN* sont composés essentiellement de gens d'affaires. Le *PAN* a pour objectif essentiel l'élimination de la corruption et la mise en place d'une réglementation transparente. Ce seront là des questions dominantes pour les élections de l'État de 1997 et pour les élections fédérales de l'an 2000.

Le *PAN* a apporté des changements profonds dans l'État de Jalisco et à Guadalajara. Il fallait autrefois jusqu'à trois mois pour obtenir des permis d'investissement qui sont maintenant remis en quelques heures. Le parti a également rompu les liens traditionnels entre le gouvernement et les familles de l'élite. Il a également décidé d'accorder en priorité son aide aux PME. Cela a réduit la favoritisme et fait apparaître un milieu dans lequel les sociétés étrangères peuvent faire concurrence de façon juste pour les marchés publics. Les projets d'investissements étrangers de taille moyenne ne sont plus paralysés par la bureaucratie gouvernementale.

Il est encore trop tôt pour savoir si le *PAN* étendra son pouvoir aux autres parties de la région. Des éléments modernes du *PRI* travaillent fort pour faire le nettoyage au sein de leur propre parti. Celui-ci et sa bureaucratie sont encumbrés par des politiciens d'une autre époque qui ont obtenu leur pouvoir à une ère de protectionnisme et de grandes entreprises nationalisées. Cela n'a toutefois pas empêché les technocrates du *PRI* moderne de faire d'importantes réformes comme dans les États d'Aguascalientes et du Nuevo León. Quel que soit le parti qui l'emporte, les conditions offertes aux investissements étrangers devraient s'améliorer.

Les marchés des États sont souvent accessibles aux sociétés étrangères, même si ce n'est pas une exigence de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Le secteur public de l'État de Jalisco offre également de bonnes possibilités avec l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement du *Partido Acción Nacional (PAN)*, Parti d'action nationale. Le patronage est maintenant beaucoup moins marqué et les possibilités pour les étrangers sont plus importantes qu'avec les gouvernements précédents. Le nouveau gouvernement voit dans un processus d'attribution de marchés publics transparent une façon d'obtenir les prix les plus concurrentiels possible.

Les marchés de moins de 6 000 pesos mexicains sont passés à la discrétion de l'acheteur et il n'est pas nécessaire de lancer des appels d'offres. Entre 6 000 et 400 000 pesos mexicains, il y a des invitations directes à soumissionner adressées à des sociétés. Des sociétés étrangères peuvent être invitées à le faire mais ce n'est pas courant. Les achats d'un montant entre 400 000 et 4 millions de pesos mexicains sont examinés par un conseil des achats et les probabilités sont beaucoup plus importantes que des fournisseurs étrangers soient invités à faire des offres, en particulier pour des produits spécialisés. Les contrats d'achat d'un montant supérieur à 4 millions de pesos mexicains doivent être signés par le gouverneur de l'État et ils font l'objet d'appels d'offres publics ouverts aux étrangers. L'État réserve 20 pour 100 de ses achats aux PME de l'État de Jalisco.

DÉMÉNAGER DANS LA RÉGION DE GUADALAJARA

La plupart des sociétés canadiennes qui ont réussi au Mexique ont pénétré ce marché en constituant des partenariats ou des coentreprises avec des entreprises locales.

D'après des observateurs locaux, il y a de nombreuses possibilités de débouchés pour les sociétés canadiennes qui veulent jouer un rôle dans le développement de la région de Guadalajara.

Sergio A. García de Alba Zepeda, secrétaire du développement économique de l'État de Jalisco, estime que ce sont les secteurs de l'agroalimentaire, des mines et des technologies environnementales qui offrent les meilleurs débouchés aux sociétés canadiennes. «Les entreprises canadiennes ont la bonne taille pour constituer des coentreprises avec des sociétés de l'État de Jalisco dit-il. Les entreprises américaines sont souvent trop grosses et intimident les entreprises locales de taille moyenne. L'État de Jalisco investira dans 80 usines de traitement de l'eau au cours des quatre années à venir. Voilà une possibilité précise de participation pour les entreprises canadiennes.»

Hans E. Neufeld, le vice-président de la Chambre de commerce de Guadalajara, ajoute que la correspondance entre les besoins de la région et les capacités de l'Ontario sont particulièrement bonnes. «L'avenir de la région de Guadalajara se trouve dans l'industrie légère. L'Ontario est un leader dans ce domaine. Il me semble que l'avenir est prometteur entre la province de l'Ontario et l'État de Jalisco.»

Pour tirer parti de ces possibilités, les sociétés canadiennes doivent se donner une meilleure visibilité locale. Le Canada a une excellente image dans la région mais les gens manquent le plus souvent d'information. M. Neufeld précise que «le Canada doit faire un effort plus marqué de promotion de ses capacités de prestataire de services de haute technologie et pas seulement comme un grand pays de nature